

Enseigner l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie : enjeux et réflexions en contexte de crise

Stéphane MINVIELLE

Maître de conférences en histoire, directeur de l'INSPE de la Nouvelle-Calédonie

26 juillet 2024

PLAN

En guise de préambule :

- Les jeunes calédoniens connaissent-ils l'histoire de leur pays ?
- Qu'est-ce « l'histoire récente » de la Nouvelle-Calédonie ?
- Enseigner l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie, une source d'insécurité professionnelle pour les enseignants ?

1- L'enseignement de l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie dans les programmes de 3^e et de Terminale générale

2- Enseigner l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie, un sujet potentiellement sensible

3- Histoire récente de la Nouvelle-Calédonie et représentations sociales des élèves

4- En guise de conclusion... Depuis la crise du 13 mai... Entre Histoire et EMC

En guise de préambule : les jeunes calédoniens connaissent-ils l'histoire de leur pays ?

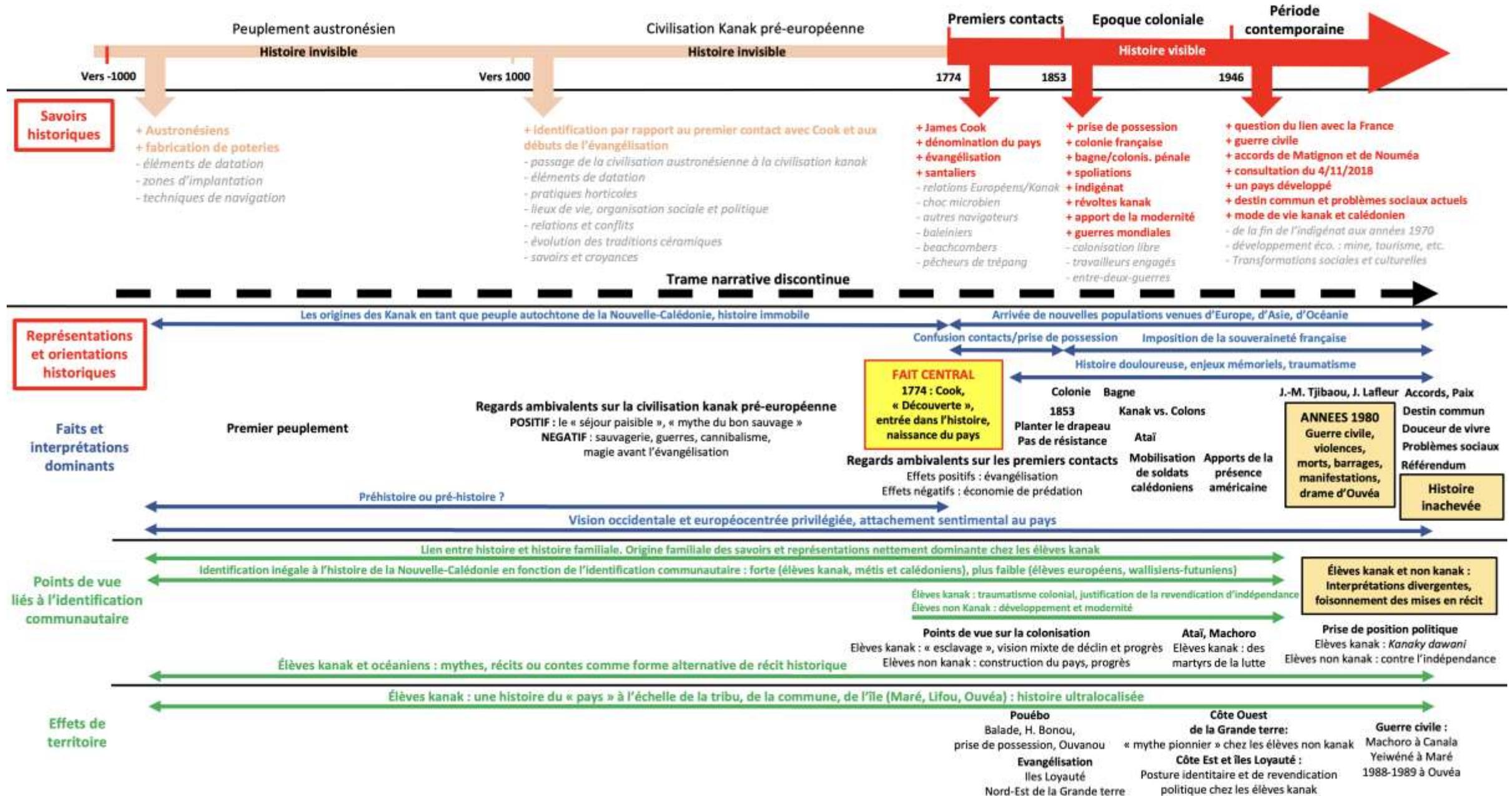
- « Pourquoi y a-t-il encore des jeunes qui disent qu'ils ne connaissent pas l'histoire de la Nouvelle-Calédonie ? »
- « Un grand manque de maîtrise du vocabulaire et des connaissances. Ils entendent chez eux ou dans les médias des mots et des informations mais ne les comprennent pas »

Publication d'un entretien avec C. Sand dans *Actu.nc* suite au séminaire SHS CRESICA qu'il a animé en octobre 2020



- Il existe différents types de rapport au passé
- Il y a en Nouvelle-Calédonie **trois philosophies différentes du passé** : « occidentale », « océanienne », « descendants de la colonisation » (Blancs océaniens)
- Ces philosophies sont aujourd'hui opposées et il faut travailler à les rapprocher
- **Les élèves ne connaissent pas leur histoire car la manière dont elle leur est enseignée leur est étrangère**
- **En 30 ans, l'école n'est pas l'endroit où un passé commun a émergé**

Proposition de structuration des savoirs et représentations des élèves sur l'histoire de la Nouvelle-Calédonie à partir de 1718 récits d'élèves sur l'histoire de leur pays rédigés en 2018-2019



En guise de préambule : qu'est-ce que « l'histoire récente » de la Nouvelle-Calédonie ?

- « Comment délimiter dans le temps et dans l'espace cette histoire récente ?

Doit-on l'inscrire dans le contexte océanien ou bien la réduire à l'échelle strictement locale ? »

- « Quelles problématiques particulières de cette histoire récente pourraient être mises en lumière ? »

Histoire récente => histoire du temps présent, histoire immédiate

RAPPEL DE QUELQUES CARACTÉRISTIQUES ET ENJEUX :

- Période historique la plus proche du présent
- Acteurs et témoins toujours en vie => témoignages et histoire orale
- Enjeux mémoriels forts et souvent pas encore refroidis
- Un passé incomplètement mis en histoire, ce qui peut faciliter son instrumentalisation
- Abondance de documents disponibles, malgré des sources « officielles » pas ou incomplètement accessibles
- Fortes demandes et pressions sociales
- Une histoire tronquée de son futur
- La difficile prise de distance de l'historien par rapport à son objet de recherche

PROPOSITION DE SÉQUENÇAGE À L'ÉCHELLE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE :

Histoire du temps présent :

Proposition 1 : depuis 1946 => ce que l'on appelle la « période contemporaine » dans le découpage habituel du temps historique à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie

Proposition 2 : depuis les années 1970 (depuis le réveil kanak et l'émergence de la revendication indépendantiste)

Histoire immédiate :

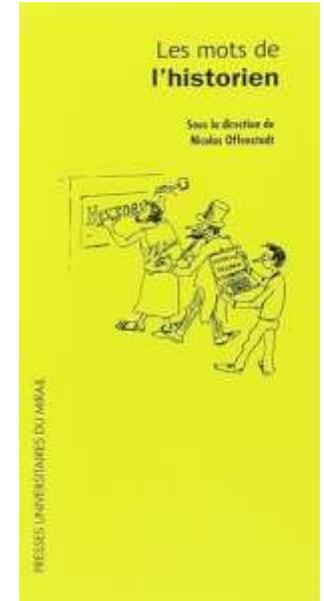
Proposition 1 : à partir de 1988 (le retour à la paix)

Proposition 2 : à partir de 1998 (l'accord de Nouméa, un accord de décolonisation)

QUELLE ÉCHELLE GÉOGRAPHIQUE DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES ?

Les programmes de 3^e et de Terminale se concentrent sur l'échelle de la Nouvelle-Calédonie

Peu d'espace dans les programmes pour intégrer l'histoire calédonienne dans une dimension régionale



Quels principaux enjeux relatifs à la transmission de l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie, au regard des enjeux actuels de cet archipel ?

- Les **transformations du lien** entre la Nouvelle-Calédonie et la France (un avenir dans, hors, avec, contre ou à côté de la France)
- Un **processus de décolonisation original et inachevé**, permettant la **(re)**construction d'un pays et d'un peuple calédonien
- Les **mutations rapides de la société** calédonienne (développement économique, inégalités sociales et rééquilibrage, diversité culturelle, identité, mondialisation, etc.)
- La Nouvelle-Calédonie, **un archipel en Océanie et dans la zone Asie-Pacifique** (intégrations régionale, relations et partenariats, géopolitique et géostratégie, etc.)

En guise de préambule : enseigner l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie, une source d'insécurité professionnelle pour les enseignants ?

- « Comment aborder ces sujets sans créer de malaise ? »

- « Depuis la reprise, nous évitons de parler des événements du 13 mai »

- « Comment aborder l'évolution politique de la Nouvelle-Calédonie face à tant d'incertitudes ? »

- « Comment aborder les événements des années 1980 en cours ? Le sujet est brûlant cette année et très partisan »

- « Je marche sur des œufs, j'avoue »

- « Je sens qu'il faut rester vigilante »

L'insécurité professionnelle des enseignants, une réalité à l'échelle nationale, notamment sur les questions liées à des idéologies politiques, religieuses, identitaires

-livre de Jean-Pierre Obin publié en 2023

-sondage IFOP publié en 2023 sur les atteintes à la laïcité et les tensions religieuses à l'école

4 enseignants sur 5 craignent des conflits avec des élèves influencés par une idéologie politico-religieuse

20% des enseignants ont déjà été menacés ou agressés pour des motifs de nature identitaire ou religieuse (40% pour les enseignants de REP)

1 enseignant sur 2 reconnaît s'être auto-censuré par peur d'incidents, et la proportion est des 2/3 chez les enseignants d'HGEMC

Les enseignants de moins de 40 ans sont plus souvent menacés ou agressés que leurs aînés



Après le 13 mai, la crainte d'un retour en arrière à l'heure d'aborder l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie en classe ?

Extraits d'entretiens réalisés en 2019-2020 avec des enseignants d'histoire-géographie calédoniens

=> Avant le 13 mai, un enseignement de l'histoire récente en voie de normalisation, de banalisation, y compris dans le contexte de la première consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté ?

Sur le fait de savoir si on s'interdit de dire des choses en classe sur l'histoire récente :

Ça, c'est fini, c'est fini depuis une dizaine d'années je pense. (...) Avant, y'avait des crispations quand tu abordais la société coloniale et que t'évoquais (...) le code de l'indigénat, les révoltes kanak, même le bagne. (...) On peut prononcer le mot Kanak, on l'écrit de façon invariable, ça passe quoi. Y'a vingt-cinq ans, c'était pas comme ça.

Sur le refroidissement des questions vives au fil du temps :

D'une année sur l'autre, je vois l'évolution (...). Les cours se sont mieux passés cette année. Pourtant, j'avais le même public en face de moi. Ils étaient moins chacun son histoire, non, ils essayaient de comprendre et là aussi parce que je les incitais à réfléchir.

Sur le rapport des jeunes générations au passé :

J'aurais pas dit la même chose y'a dix ans de ça, ouais, mais parce que là, eux c'est pas leur combat. Eux, ils sont de la génération du vivre ensemble.

1- L'enseignement de l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie dans les programmes de 3^e et de Terminale générale

- « Doit-on considérer cette histoire exclusivement à travers le prisme institutionnel et politique ou bien doit-on y associer toutes les problématiques, tous les enjeux auxquels le territoire est confronté ? »
- « Le programme adapté occupe une place de plus en plus restreinte dans nos programmes (...). Ces questions sont souvent traitées rapidement ou succinctement »
 - « Est-ce possible d'augmenter les quotas horaires ? »
- « Nous devrions lancer (...) une réflexion sur une adaptation peut-être plus ambitieuse des programmes »

Quelle réalité aujourd'hui dans le second degré ?

- *les actuels programmes de collège* :

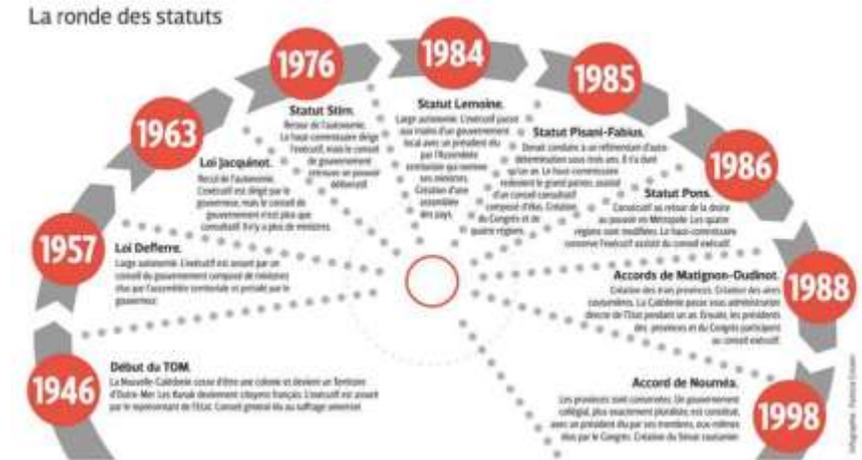
- permettent d'aborder l'histoire de la Nouvelle-Calédonie des origines de son peuplement à nos jours
- ne donnent pas d'indication horaire stricte pour les thèmes et sous-thèmes à mettre en œuvre chaque année => possibilité d'y accorder des volumes horaires importants si on le souhaite...

- *Les actuels programmes du lycée général* :

- 30 minutes hebdomadaires ajoutées à l'HG en NC pour aborder notamment son histoire (3,5h au lieu de 3h)
- les « aménagements » sont intégrés dans le programme national (pas de programme distinct ou spécifique) et comportent des fourchettes horaires (environ une dizaine d'heures par an sur l'histoire de la Nouvelle-Calédonie)
- l'approche proposée est en grande partie redondante par rapport au CM1-CM2 et au collège

Programme de 3e

<p>- La Nouvelle-Calédonie depuis 1946 : évolution politique.</p> <p>- Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980 en France et en Nouvelle-Calédonie : nouveaux enjeux sociaux et culturels, réponses politiques.</p>	<p>cadre de l'enseignement moral et civique.</p> <p>Cette étude est centrée sur l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie et les réactions qu'elle suscite.</p> <p>Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la société française connaît des transformations décisives : place des femmes, nouvelles aspirations de la jeunesse, développement de l'immigration, vieillissement de la population, montée du chômage. Ces changements, qui ont également touché la société calédonienne, font évoluer le modèle social républicain. L'étude de quelques exemples d'adaptation de la législation aux évolutions de la société offre l'occasion de comprendre certains enjeux du débat politique et les modalités de l'exercice de la citoyenneté au sein de la démocratie française.</p>
---	--



Source : LNC

- Enseignement centré sur une histoire institutionnelle et politique : l'évolution statutaire (institutions et nature du lien entre la France et l'archipel) et les réactions qu'elle suscite (politique)
- Une approche qui privilégie une lecture chronologique de la période au travers des changements de statuts, mais d'autres enjeux sociaux peuvent être abordés au travers du sous-thème suivant (migrations, place des femmes, etc.)
- Réflexion centrée autour d'un triptyque notionnel : intégration ?, autonomie ?, indépendance ?
- Pas de mention explicite de la guerre civile des années 1980, si ce n'est au travers de la mention « les réactions qu'elle suscite »

Une proposition de mise en œuvre (voir le détail sur le site HG/NC)

La Nouvelle-Calédonie depuis 1946 : évolution politique

Séance 1 : comment, de 1946 à nos jours, les statuts successifs de la Nouvelle-Calédonie redéfinissent-ils ses liens avec la France ?

Séance 2 : comment les Kanak s'engagent-ils dans la vie politique entre 1946 et les années 1960 ?

Séance 3 : comment naît et se développe la revendication indépendantiste dans les années 1970 ?

Séance 4 : comment, durant les « Événements », la Nouvelle-Calédonie est-elle plongée dans une guerre civile ?

Séance 5 : comment, à partir de 1988, le retour à la paix s'organise-t-il en Nouvelle-Calédonie ?

Séance 6 : évaluation

Programme de Terminale générale

Thème 5 – La Nouvelle-Calédonie de 1946 à nos jours : transformations politiques, économiques, sociales, culturelles (4-6 heures)

Chapitre 1. De la fin de l'indigénat à la revendication indépendantiste (1946-1975)

Objectifs	<p>Ce chapitre vise à montrer que la Nouvelle-Calédonie connaît une évolution institutionnelle et une mutation économique, sociale et culturelle.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la recherche permanente de l'autonomie ; - le développement d'une économie industrielle ; - la société en mutation : égalité civique pour tous, accès aux droits sociaux, immigration, creusement des inégalités ; - le réveil identitaire kanak.
Point de passage et d'ouverture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La création de l'Union calédonienne. ▪ Le boom du nickel au début des années 1970.

Chapitre 2. Vers les accords, de 1975 à nos jours

Objectifs	<p>Ce chapitre vise à montrer que les revendications indépendantistes ont mené aux Événements des années 1980. La signature d'Accords ramène la paix, construit une très large autonomie et fonde la société calédonienne actuelle basée sur le destin commun.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la période des Événements (1981-1988) ; - le temps des Accords ; - les défis des politiques de rééquilibrage.
Point de passage et d'ouverture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur, deux acteurs politiques essentiels. ▪ L'accord de Nouméa.

- Une approche qui ne se limite pas aux aspects politiques et institutionnels dans le premier chapitre, contrairement au second qui redevient très politique et institutionnel
- Césure proposée en 1975, date marquant l'entrée dans la bipolarisation toujours d'actualité de la vie politique calédonienne
- Quelques maladresses de formulation :
 - « la recherche permanente de l'autonomie »
 - « les revendications indépendantistes ont mené aux Événements des années 1980 »
- Le terme **Événements** est privilégié par rapport à celui de guerre civile

Une proposition de mise en œuvre (voir le détail sur le site HG/NC)

Thème 5 – La Nouvelle-Calédonie de 1946 à nos jours : transformations politiques, économiques, sociales, culturelles (4-6 heures)

Chapitre 1. De la fin de l'indigénat à la revendication indépendantiste (1946-1975)

Objectifs	<p>Ce chapitre vise à montrer que la Nouvelle-Calédonie connaît une évolution institutionnelle et une mutation économique, sociale et culturelle.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none">- la recherche permanente de l'autonomie ;- le développement d'une économie industrielle ;- la société en mutation : égalité civique pour tous, accès aux droits sociaux, immigration, creusement des inégalités ;- le réveil identitaire kanak.
Point de passage et d'ouverture	<ul style="list-style-type: none">▪ La création de l'Union calédonienne.▪ Le boom du nickel au début des années 1970.

Chapitre 2. Vers les accords, de 1975 à nos jours

Objectifs	<p>Ce chapitre vise à montrer que les revendications indépendantistes ont mené aux Événements des années 1980. La signature d'Accords ramène la paix, construit une très large autonomie et fonde la société calédonienne actuelle basée sur le destin commun.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none">- la période des Événements (1981-1988) ;- le temps des Accords ;- les défis des politiques de rééquilibrage.
Point de passage et d'ouverture	<ul style="list-style-type: none">▪ Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur, deux acteurs politiques essentiels.▪ L'accord de Nouméa.

Thème 5 : La Nouvelle-Calédonie de 1946 à nos jours, transformations politiques, économiques, sociales, culturelles

Chapitre 1 : de la fin de l'indigénat à la revendication indépendantiste (1946-1975)

Séance 1 : comment les Kanak s'engagent-ils dans la vie politique après 1946 ?

Séance 2 : quels sont les débats sur la question de l'autonomie dans les années 1950-1960 ?

Séance 3 : quelles transformations économiques et sociales connaît la Nouvelle-Calédonie de la fin des années 1940 au milieu des années 1970 ?

Chapitre 2 : vers les accords, de 1975 à nos jours

Séance 4 : comment la Nouvelle-Calédonie est-elle plongée dans une guerre civile durant la période dite des « Événements » ?

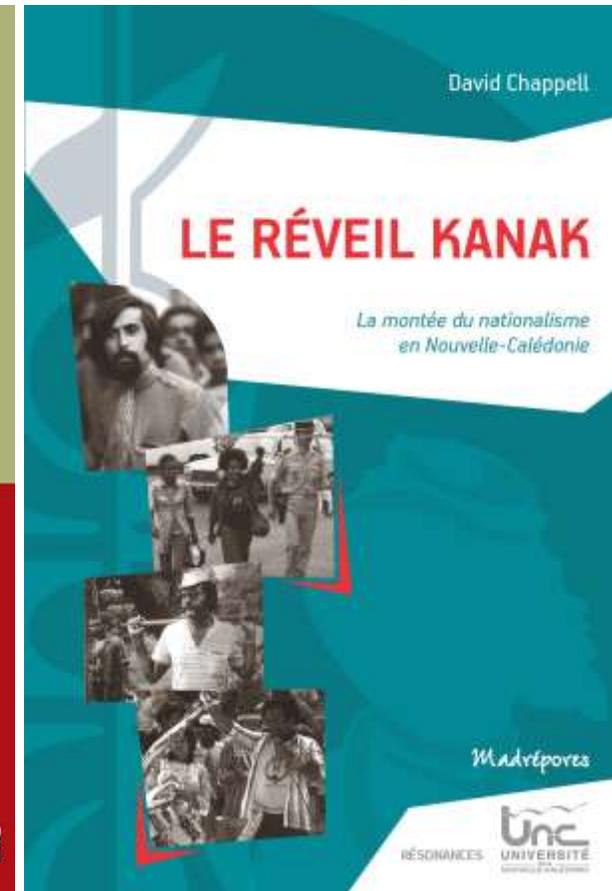
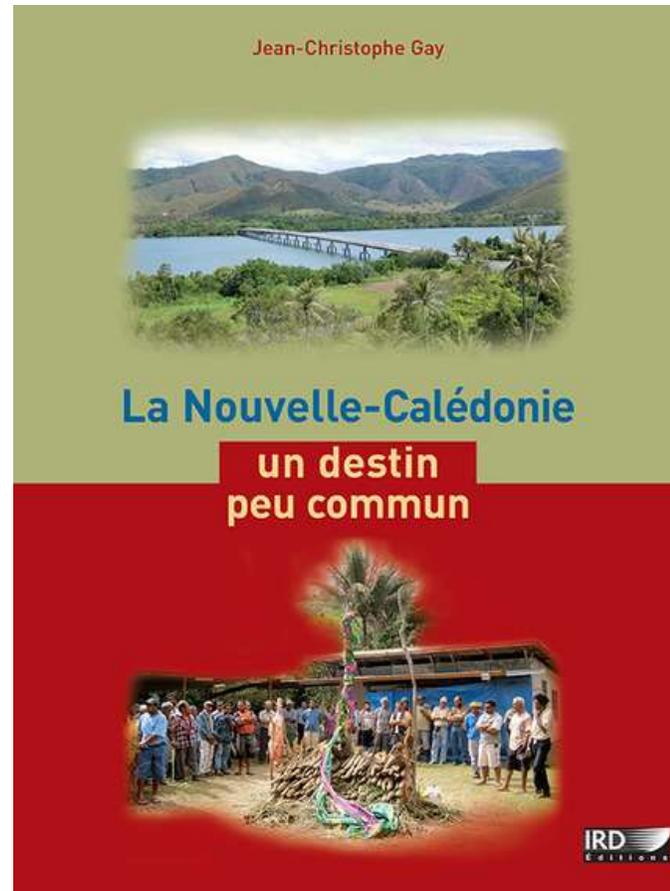
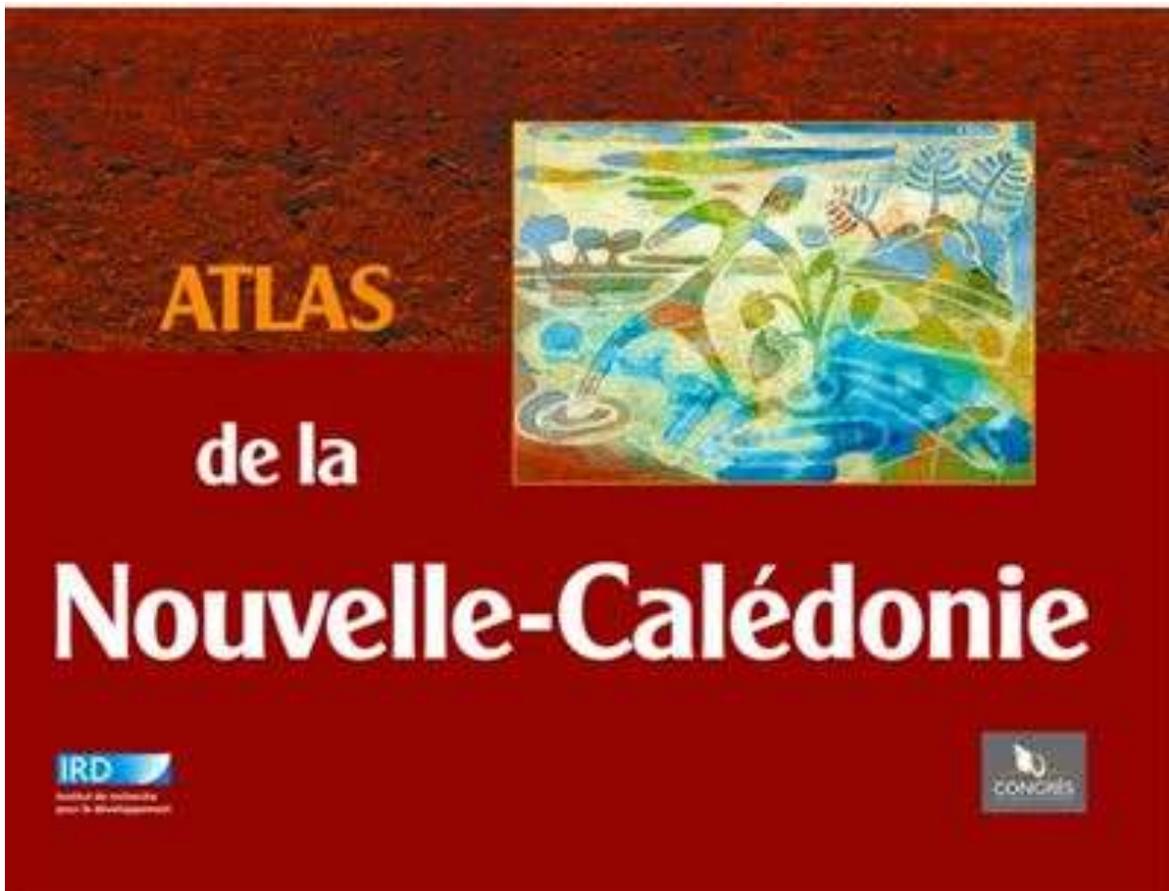
Séance 5 : comment l'accord de Nouméa renforce-t-il l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française ?

Séance 6 : évaluation

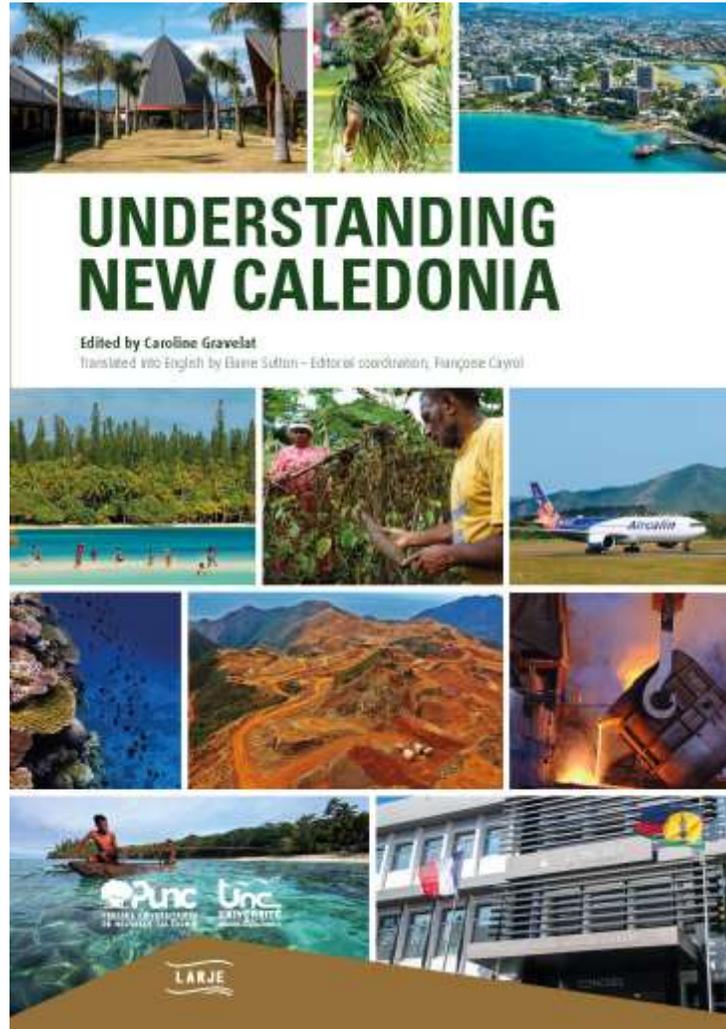
2- Enseigner l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie : un sujet potentiellement sensible

- « Avons-nous une lecture d'historien de cette période ? »

Une sélection d'ouvrages proposant des synthèses plus ou moins détaillée sur l'histoire récente...



Un ouvrage en anglais... et bientôt disponible en français (disponible gratuitement au téléchargement sur le site de l'UNC)



Quelques chapitres de l'ouvrage :

G. Murphy, *The century of colonialism in New Caledonia*

S. Minvielle, F. Pascual, *New Caledonia from 1946 to 1998 : a story of uncompleted decolonization*

A. Tutugoro, *The demand for independence in New Caledonia, an historical and social approach*

2- Enseigner l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie : un sujet potentiellement sensible

- « Quelle approche et quels mots employer ? »
- « Quels supports privilégier pour amener les élèves à construire une réflexion objective et dépolitisée... ? »
 - « Comment raconter l'histoire des événements sans tomber dans le jugement ? »
- « Au vu des événements, nous devons être le plus précis possible sans tomber dans la propagande politique non plus mais pouvoir exposer tous les points de vue en restant le plus objectif possible ? »
 - « Comment leur faire comprendre que l'histoire est souvent instrumentalisée en fonction des idéologies politiques de chacun ? »
 - « Comment éviter les parallèles avec aujourd'hui ? »

Postulat de départ : d'après Legardez & Simonneaux (2006), une QSV est une question qui fait débat dans la société, dans les savoirs de référence et dans les savoirs scolaires. Elle est porteuse d'incertitudes, de divergences, de controverses, de disputes voire de conflits.

Enjeu : comment aborder en classe une QSV ?

Une approche de l'histoire récente par le biais de la multiperspectivité

Stradling, R. (2003). *La multiperspectivité dans l'enseignement de l'histoire : manuel pour les enseignants*. Strasbourg : Conseil de l'Europe.

Définition de la multiperspectivité selon Stradling (2003) : « Une façon de voir et une prédisposition à voir les événements historiques, les personnalités, les développements, les cultures et les sociétés sous différents angles en s'appuyant sur des procédures et des processus qui sont fondamentaux pour l'histoire en tant que discipline »

Définition de la multiperspectivité selon Wansink (2018) : « la multiperspectivité fait référence à l'idée épistémologique que l'histoire est interprétative et subjective, avec de multiples récits coexistants »

La multiperspectivité est :

- **une prédisposition** : accepter que notre manière d'interpréter l'histoire est influencée par notre environnement, qu'elle n'est pas partagée par tous et que d'autres interprétations sont possibles et valables. Il faut aussi être capable d'empathie (voir le monde en adoptant le point de vue de l'autre)
- **un processus** : un fait historique peut donner naissance à des interprétations multiples en fonction des contextes dans lequel évoluent les acteurs du passé et du présent

Trois principaux niveaux possibles pour travailler en utilisant la multiperspectivité :

- ***Au niveau de l'événement lui-même*** : il n'est pas interprété de la même manière par les acteurs, témoins et contemporains qui le vivent
- ***Au niveau de l'historiographie de cet événement*** : il n'est pas interprété de la même manière par les historiens
- ***Au niveau de la perception de cet événement dans le présent*** : quelles sont les traces de cet événement dans la société, notamment en lien avec la notion de mémoire ?

Quels objectifs viser en adoptant la multiperspectivité en classe d'histoire ?

- Favoriser un vivre ensemble inclusif en situation de diversité culturelle, en déconstruisant préjugés et stéréotypes
- Lutter contre l'invisibilisation des points de vue minoritaires et/ou minorisés
- Prendre conscience des contradictions et ambiguïtés des récits historiques, développer une compréhension plus complexe du passé
- Faciliter la compréhension des enjeux du présent au regard de la diversité des points de vue sur le passé, pour mieux résister aux tentatives d'instrumentalisation et de manipulation
- Développer l'aptitude à confronter des points de vue de manière apaisée
- Respecter la construction identitaire des élèves, notamment ceux issus des groupes minoritaires
- Établir des liens entre la transmission de l'histoire dans et hors de l'école

Quels obstacles au recours à la multiperspectivité en classe ?

- Développer chez les élèves une aptitude à la multiperspectivité (exemple : l'ouverture d'esprit)
- Absence de formation spécifique des enseignants à cette approche
- Manque de confiance et crainte de se retrouver en difficulté dans la classe
- Maîtrise insuffisante des connaissances relatives à l'objet d'enseignement
- Identifier des ressources adaptées
- Une approche chronophage en classe

Quel principal écueil éviter en ayant recours à la multiperspectivité en classe ?

- Développer une vision relativiste de l'histoire : tous les points de vue ne se valent pas toujours...

Trois exemples de recours possibles à la multiperspectivité en lien avec l'étude de la guerre civile des années 1980, mais aussi au regard de la situation depuis le 13 mai 2024

Exemple 1 : l'analyse d'une image

Image extraite de Rémy MOYEN, *Les Événements (1984-1988), un regard en noir et blanc*, Nouméa, Les éditions du lémurien, 2014



Thio, août 1985 - Claquettes aux pieds, visage masqué, un militant indépendantiste jette un cocktail Molotov sur un VBRG à lame qui fonce sur un barrage érigé quelques heures plus tôt. Quasiment un an après le début des violences, ce village minier reste l'un des hauts lieux de la résistance aux forces de l'ordre dont le QG se trouve à La Foa, de l'autre côté de la Chaîne, et qui viennent tous les matins déblayer les barrages.

Exemple 2 : Barrages loyalistes et indépendantistes pendant les « Événements »



Novembre-décembre 1984 : barrage indépendantiste à Thio lors du « siège » de la ville organisé par le FLNKS.
A partir de 1984, le drapeau du FLNKS (ou de Kanaky) devient l'emblème de la lutte indépendantiste.



Août 1985 : des loyalistes bloquent la circulation entre Voh et Témala car ils n'ont pas pu ravitailler des tribus non indépendantistes dans la chaîne.
Le drapeau français devient l'emblème de l'attachement des loyalistes à la France.



Exemple 3 : les ambiguïtés sur lesquelles les accords sont construits



Extrait de *Nouvelle-Calédonie, la dernière colonie française*, Le Monde, 2018

2- Enseigner l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie : un sujet potentiellement sensible

- « Concernant l'article 5 du préambule de l'accord de Nouméa, comment expliquer que la fin de l'accord ne signifiait pas obligatoirement l'indépendance ? »

Extraits du point 5 du préambule de l'accord de Nouméa :

« Au terme d'une période de vingt années, le transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences régaliennes, l'accès à un statut internationale de pleine responsabilité et l'organisation de la citoyenneté en nationalité **seront proposés** au vote des populations intéressées »

Extrait de l'article 5 de l'accord de Nouméa :

« L'État reconnaît la vocation de la Nouvelle-Calédonie à bénéficier, à la fin de cette période, d'une **complète émancipation** »

2- Enseigner l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie : un sujet potentiellement sensible

- « Concernant l'article 5 du préambule de l'accord de Nouméa, comment expliquer que la fin de l'accord ne signifiait pas obligatoirement l'indépendance ? »

Ce que dit l'ONU concernant les territoires non autonomes et le principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes (résolution 1541 de l'assemblée générale de 1960 et déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies de 1970) :

« La création d'un État souverain et indépendant, la libre association ou l'intégration avec un État indépendant ou l'acquisition de tout autre statut politique librement décidé par un peuple constituent pour ce peuple des moyens d'exercer son droit à disposer de lui-même »

Ce que dit le rapport « Réflexions sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie » de 2014 par Jean Courtial et Ferdinand Mélin-Soucramanien, qui examine 4 hypothèses d'aboutissement de l'accord de Nouméa :

- L'accès pur et simple à la pleine souveraineté
- La pleine souveraineté avec partenariat
- L'autonomie étendue
- L'autonomie pérennisée

3- Histoire récente de la Nouvelle-Calédonie et représentations sociales des élèves

- « Comment déconstruire des préjugés ou des certitudes ancrées ? »
- « Comment rétablir la « vérité » si des élèves ont des croyances fortes mais fausses... ? »
- « Comment répondre à un élève qui affirmerait que les Kanak sont victimes de « génocide »... ? »

Jean-Louis Martinand (1987) : chacun s'approprie des savoirs auxquels il s'identifie, qui définissent son identité et sa place dans la société

Jean-Marc Lange (2017), Yves Alpe (2006) : la légitimité des savoirs mobilisés à l'école ne va pas toujours de soi

⇒ Importance de se référer au concept de « **représentation sociale** », issu de la psychologie sociale (Moscovici, 1961)

Une tentative de définition du concept de « représentations sociales »

D'après Denise Jodelet (1984,1989) : elles désignent une forme de pensée sociale ou savoir de sens commun. Elles sont une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, qui a une finalité pratique et concourt à la construction d'une réalité commune à un ensemble social. Elles ont une fonction cognitive d'intégration de la nouveauté, permettent de construire une interprétation de la réalité et orientent les conduites et les rapports sociaux.

- ⇒ Les représentations sont générées par objectivation (processus de sélection et de rejet d'informations, notamment, en fonction de leur cohérence avec des représentations déjà construites) et ancrage (intégration de nouvelles informations dans un système de pensée préexistant)
- ⇒ Les représentations s'organisent en un noyau central et une marge/périphérie
- ⇒ Les nouveaux savoirs sont d'autant mieux assimilés qu'ils sont en conformité avec le noyau central. Ceux qui ne sont pas conformes sont habituellement rejetés

Les représentations sociales ont 4 principales fonctions :

- comprendre et expliquer une réalité (**savoirs** et **croyances**)
- définir une **identité** et assurer la préservation de l'identité d'un groupe
- guider les comportements et les **pratiques**
- justifier une prise de position et/ou un comportement (**opinions** et **postures**)

Questions centrales :

- Les représentations des élèves constituent-elles un appui ou un obstacle aux apprentissages scolaires ?
- Un enseignement peut-il faire évoluer la structure du noyau central des représentations des élèves ?
- L'école peut-elle construire des « représentations hégémoniques » (ou communes, partagées) alors que, en contexte de lutte entre différents groupes sociaux, se développent des « représentations polémiques » (ou antagonistes) ?
- Comment l'écart entre des savoirs scolaires et les représentations des élèves peut-il générer un état de polyphasie cognitive et/ou de conflit de loyauté ?
Pour Moscovici, la polyphasie cognitive est un état où différents genres de connaissances cohabitent, où différents types de rationalités coexistent chez un individu ou dans un groupe.

Représentations sociales et didactique de l'histoire

Nicole Lautier (1997)

Les élèves s'approprient les savoirs historiques en passant par des phases d'objectivation et d'ancrage propres au processus de construction et de mobilisation des représentations sociales. Ils réfléchissent sur l'histoire à partir de leur vécu par le biais d'idées reçues, de valeurs, d'analogies et de métaphores

=> Recours aux rapprochements et typologies pour comprendre les événements et leur donner un sens concret

Pour **Tutiaux-Guillon & Cariou** (2019), les représentations jouent un rôle central lors des apprentissages car de nouveaux savoirs interagissent avec des représentations existantes et parce qu'il existe un risque de rejet des informations qui iraient à l'encontre du noyau central des représentations installées dans l'esprit des élèves.

Selon eux,

- ⇒ Les enseignants se contentent souvent d'une rapide évaluation des représentations initiales en début de séquence ou séance, sans forcément les utiliser comme levier dans la construction de leurs enseignements
- ⇒ Quand les représentations des élèves ne coïncident pas avec les savoirs académiques et les programmes, voire avec les représentations des enseignants, ces derniers ont tendance à les considérer comme des erreurs ou des menaces, et donc à les évacuer/rejeter...

Un exemple de représentation : les Kanak seraient aujourd'hui victime de génocide

Rappel de la définition du terme « génocide » d'après la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 (ONU) et les statuts de la Cour pénale internationale :

« acte commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel : meurtre de membre du groupe, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe, transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe ».

Pourquoi des personnes peuvent se représenter que les Kanak ont été et/ou sont toujours victimes de génocide ?

Des représentations tirant leurs fondements du passé...

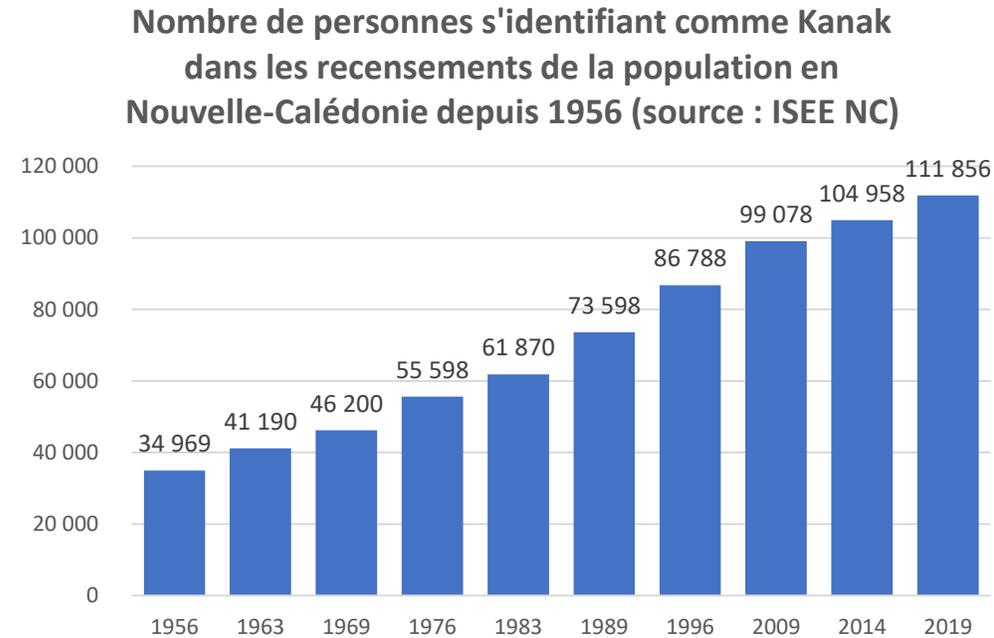
- Les ravages du choc microbien sur les populations kanak lors des premiers contacts
- La colonisation, vue parfois comme un « crime contre l'humanité »
- La répression violente des révoltes kanak à partir de 1853
- 1977 : pour qualifier l'arrivée de fonctionnaires métropolitains aux Antilles à des postes à responsabilité, Aimé Césaire, député de la Martinique, parle de « génocide par substitution »

Des représentations toujours alimentées aujourd'hui...

- En réaction au vote par le sénat, le 2 avril, du projet de loi constitutionnelle sur le « dégel » du corps électoral, la CCAT parle de volonté de « tuer le peuple kanak », de « projet d'extermination programmée »
- 24 juin 2024 : 53 syndicats, partis politiques et mouvements nationalistes des Antilles Guyane dénoncent « les méthodes d'extermination et de génocide perpétrées par l'État français contre le peuple kanak, lesquelles relèvent d'un crime contre l'humanité »

Comment questionner la représentation d'un élève persuadé que les Kanak seraient victimes de génocide ?

Postulat : en principe, un génocide a toujours des effets démographiques puisqu'il vise à l'extermination d'une population donnée



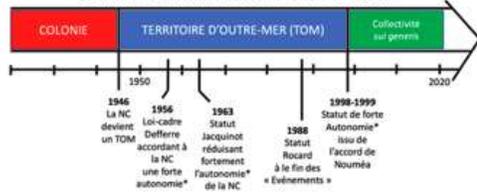
- Le graphique confirme-t-il que les Kanak seraient victimes d'un génocide au regard de la définition de ce terme ?
- Dans le cadre de l'opposition de mouvements indépendantistes au dégel du corps électoral, le terme « génocide » peut-il être utilisé de manière métaphorique et, dans ce cas, quelle réalité cherche-t-il à exprimer ?
- Quels recherchent les personnes qui emploient le terme de « génocide » pour désigner les possibles effets du dégel du corps électoral sur le peuple kanak ?

Une expérience vécue en 2020 dans une classe de 3^e

Séance 1 : Comment les statuts successifs de la Nouvelle-Calédonie depuis 1946 redéfinissent-ils ses liens avec la France ?

Document 1 : Frise chronologique et définitions

Les statuts de la Nouvelle-Calédonie de 1946 à nos jours



Définitions
Colonie : territoire conquis, administré, dominé et exploité par une métropole.
TOM : territoire d'outre-mer français après 1946, disposant d'une plus ou moins grande autonomie.
Collectivité sui generis (de son propre genre) : statut transitoire de la NC dans la République depuis 1998, avec une forte autonomie et un droit à l'autodétermination reconnu dans le cadre d'un processus de décolonisation.
Autonomie : droit de se gouverner soi-même, de prendre ses propres décisions à l'intérieur d'un État.
Autodétermination : possibilité, pour un territoire, de décider librement de son statut, voire de son indépendance, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Document 2 : Chronologie des statuts de la Nouvelle-Calédonie depuis 1946

1946 : passage du statut de colonie à celui de Territoire d'outre-mer (TOM), qui permet d'accroître l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française
1957-1963 : statut de large autonomie grâce à la loi-cadre Defferre
1963-1976 : forte restriction de l'autonomie (statut Jacquinot). Le Conseil de gouvernement perd beaucoup de ses pouvoirs
1976-1984 : statut Stin, redonnant un peu d'autonomie pour tenter de freiner la revendication indépendantiste kanak
1984-1988 : difficulté à faire accepter un nouveau statut dans le contexte de violence des « événements » (Statut Lemoine en 1984, Statut Fabius-Pisani en 1985, Statuts Pons I et II en 1986 et 1988)
1988-1998 : mise en place du statut Rocard issu des accords de Matignon-Oudinot, qui crée les 3 provinces et permet le retour à la paix dans l'attente d'un référendum d'autodétermination en 1998
Depuis 1998 : l'accord de Nouméa donne à titre transitoire un nouveau statut à la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française (collectivité sui generis), avec une très forte autonomie et le maintien du droit à l'autodétermination

Document 3 : La forte autonomie interne au temps de la loi-cadre Defferre (1956-1963)

Loi-cadre Defferre (1956)
 Texte voté par le parlement français en 1956, qui porte le nom du ministre des DOM-TOM de l'époque (Gaston Defferre). Elle permet la mise en place l'année suivante d'un statut d'autonomie interne en Nouvelle-Calédonie, avec un Conseil de gouvernement aux larges pouvoirs dirigé par un vice-président.



Photographie du premier Conseil de gouvernement calédonien élu à la suite des élections territoriales de 1957
 De g. à dr. : Doui Matayo Wetta, Jean-Louis Héhin, Marc Tivollier, Maurice Lenormand (vice-président), Michel Lambert, gouverneur Grimald (président), Jean Leborgne, Daniel Laborde, Roch Pidjot

Document 4 : Le statut de collectivité sui generis instauré par l'accord de Nouméa (1998)

Source : Extraits d'après l'article « Nouvelle-Calédonie » de l'Encyclopédie Universalis écrit par Jean-Christophe Gay, consulté en ligne le 10 octobre 2020.
 Avec l'accord de Nouméa (1998), la Nouvelle-Calédonie devient une collectivité sui generis au sein de la République française. Celle-ci dispose de son propre gouvernement et le congrès, assemblée législative, peut voter des « lois du pays ». Une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie est créée ; elle repose sur une restriction du corps électoral et l'accès à l'emploi local. L'accord de Nouméa dote la Nouvelle-Calédonie d'une large autonomie grâce aux transferts de compétences de l'État, qui sont irréversibles, et il prévoit son autodétermination à partir de 2014 grâce à des consultations sur l'accession à la pleine souveraineté.

Séance 1 : Comment les statuts successifs de la Nouvelle-Calédonie depuis 1946 redéfinissent-ils ses liens avec la France ?

Utilisez cette fiche pour rédiger un développement construit en suivant le plan proposé et en vous aidant des questions sur les documents. Au travail et bonne chance !

Introduction (DOC1) : Quel était le statut de la NC avant 1946 ? Quel est son statut entre 1946 et 1998 ? Terminez l'introduction en recopiant la question-titre, qui sert de problématique à votre développement construit.

Partie 1 (DOC1, 2 et 3) : les avancées et les reculs de l'autonomie entre 1946 et les années 1960

Définir les mots TOM et autonomie. Pourquoi la loi-cadre Defferre de 1956 accorde-t-elle une forte autonomie à la NC ? Quel changement apporte le statut Jacquinot en 1963 ?

Partie 2 (DOC1 et 2) : l'instabilité des statuts de la Nouvelle-Calédonie dans les années 1970 et 1980

Quelles sont les deux raisons qui, dans le document 2, expliquent l'instabilité des statuts de la NC dans les années 1970 et 1980 ? Citez un exemple de statut que la France tente de mettre en place en NC dans la première moitié des années 1980. Pourquoi le statut Rocard de 1988 joue-t-il un rôle important dans l'histoire de la NC ?

Partie 3 (DOC1 et 4) : Depuis 1998, la Nouvelle-Calédonie, collectivité sui generis de la République française

Quand la NC devient-elle une collectivité sui generis ? Définir ce terme. Relevez les principales caractéristiques de ce statut dans le document 4 (coup de pouce : il y en a 5, que vous trouverez dans la partie du texte en italique). Grâce à quoi ce statut permet-il l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie ?

Conclusion : faire une phrase pour caractériser l'évolution du lien entre la NC et la France entre 1946 et aujourd'hui : plus forte ou plus faible autonomie au fil du temps ?

ÉTAPE 1 : l'activité

Pourquoi le statut Rocard de 1988 joue-t-il un rôle important dans l'histoire de la Nouvelle-Calédonie ?

Le statut Rocard permet le retour à la paix à la fin des Événements.

ÉTAPE 2 : l'irruption d'une représentation « erronée »

Un élève kanak originaire des Loyauté, exprime son désaccord avec la réponse proposée lors de la correction.

Il livre l'explication suivante : la guerre n'a pas pris fin en 1988 ; elle continue aujourd'hui puisqu'il n'y a pas encore eu l'indépendance.

ÉTAPE 3 : une tentative de résolution

Intervention du professeur. Depuis 1988, la lutte pour l'indépendance continue par d'autres moyens que la violence. L'élève accepte l'explication mais sans l'approuver formellement.

3- Histoire récente de la Nouvelle-Calédonie et représentations sociales des élèves

- « Je trouve qu'il est difficile d'expliquer les faits actuels sans (...) potentiellement être en désaccord avec le discours familial »

Origine déclarée par les élèves des informations qui leur ont permis de raconter l'histoire de la Nouvelle-Calédonie en fonction de l'identification communautaire

	K et KC		K+ sauf E		EK+		E et EC		E+ sauf k		C		Autres et métiers autres sauf K et E	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Cours suivis pendant ta scolarité	329	51,01%	92	55,42%	85	75,89%	78	77,23%	41	85,42%	117	72,22%	104	70,75%
Discussions en famille	458	71,01%	106	63,86%	90	80,36%	63	62,38%	28	58,33%	103	63,58%	70	47,62%
Ce que se dit en général sur l'histoire du pays	286	44,34%	79	47,59%	61	54,46%	58	57,43%	27	56,25%	92	56,79%	63	42,86%
Fictions de télévision à caractère historique	131	20,31%	29	17,47%	18	16,07%	11	10,89%	3	6,25%	26	16,05%	24	16,33%
Autres émissions télévisées	97	15,04%	37	22,29%	17	15,18%	16	15,84%	8	16,67%	24	14,81%	35	23,81%
Films de fiction	52	8,06%	15	9,04%	8	7,14%	4	3,96%	1	2,08%	8	4,94%	11	7,48%
Films documentaires	254	39,38%	68	40,96%	48	42,86%	36	35,64%	19	39,58%	53	32,72%	42	28,57%
Lectures personnelles	86	13,33%	17	10,24%	15	13,39%	8	7,92%	4	8,33%	24	14,81%	16	10,88%
Romans historiques	50	7,75%	12	7,23%	2	1,79%	1	0,99%		0,00%	11	6,79%	4	2,72%
BD à contenu historique	48	7,44%	4	2,41%	6	5,36%	5	4,95%		0,00%	13	8,02%	2	1,36%
Manuels d'histoire	184	28,53%	57	34,34%	29	25,89%	46	45,54%	16	33,33%	66	40,74%	58	39,46%
Magazines ou revues d'histoire	63	9,77%	10	6,02%	9	8,04%	3	2,97%	2	4,17%	11	6,79%	5	3,40%
Visites de musées ou expositions	136	21,09%	40	24,10%	36	32,14%	32	31,68%	16	33,33%	48	29,63%	49	33,33%
Participation à des commémorations	42	6,51%	8	4,82%	4	3,57%	4	3,96%	3	6,25%	6	3,70%	3	2,04%
Visite de lieux historiques	160	24,81%	33	19,88%	28	25,00%	18	17,82%	11	22,92%	26	16,05%	33	22,45%
Jeux vidéos	22	3,41%	8	4,82%	4	3,57%	5	4,95%	1	2,08%	7	4,32%	10	6,80%
Sites internet	116	17,98%	42	25,30%	23	20,54%	17	16,83%	13	27,08%	35	21,60%	29	19,73%
Autres...	24	3,72%	9	5,42%	3	2,68%	9	8,91%	2	4,17%	2	1,23%	3	2,04%
Nombre de récits analysés	645		166		112		101		48		162		147	

À partir de **1381** récits sur l'histoire de la Nouvelle-Calédonie

Est-il possible de construire une histoire commune en Nouvelle-Calédonie ?

S. Minvielle, « École, familles communautés : mises en récit d'une histoire « nationale » par les élèves et diversité des conceptions du vivre ensemble en Nouvelle-Calédonie », *JSO*, 157, 2023, p. 179-192

Confrontation entre :

La déclaration de politique générale du président Mapou (25/11/2021) :

« Accompagner le processus d'appropriation historique et identitaire engagé en valorisant la contribution de toutes les communautés à l'histoire, pour renforcer le poteau central de la Nouvelle-Calédonie »

Et

La réalité d'une histoire commune encore largement introuvable dans les récits d'élèves calédoniens du fait de la persistance de représentations très diverses sur le passé (Kanak vs. Non Kanak)

Deux principales conclusions :

1- Quelles étapes envisager pour permettre l'appropriation d'une histoire commune dans et hors de l'école ?

- Étape 1 : La pleine reconnaissance du rôle de chaque communauté dans la construction du pays
- Étape 2 : Une histoire inclusive, valorisant des visions et interprétations jusque-là marginalisées
- Étape 3 : Une histoire partagée
- Étape 4 : Une histoire commune

2- L'histoire commune est-elle aujourd'hui le seul horizon possible ou souhaitable pour la Nouvelle-Calédonie ?

Instrumentaliser l'histoire pour créer à marche forcée du commun sert-il l'histoire et la société ?

Faut-il plutôt travailler, du moins dans un premier temps, à rendre visibles, à discuter, à confronter et à négocier des représentations différentes sur le passé ? L'école peut-elle jouer un rôle dans un tel processus si le reste de la société ne suit pas ?

**4- En guise de conclusion... Depuis le 13 mai...
Entre histoire et EMC...**

Faut-il en parler ou ne faut-il pas en parler ?

- « Comment expliquer (...) que la poignée de mains (...) en 1988 a permis un retour à la paix pendant plus de 30 ans et là, en quelques jours, on a tout détruit ? »

Quels mots utiliser ?

- **Doit-on parler d'émeutes urbaines ou de rebellions indépendantistes ? »**

La difficulté à nommer ce qui se passe depuis le 13 mai

Crise : situation de trouble dans laquelle se trouve la société et laissant craindre ou espérer un changement profond

Émeutes : mouvements, agitations, soulèvements populaires qui explosent en violence dans une situation tendue

Exactions : actes violents destinés à obtenir par la force ce qui est considéré comme dû ou légitime

Insurrection : action de se révolter, de contester une autorité ou une situation par le recours à la violence, notamment armée

Révolte : mouvement collectif de rébellion contre une autorité établie ou une chose que l'on refuse d'accepter

Guerre civile : conflit armé entre les citoyens d'un même État

Embrassement : action de s'embraser, agitation, exaltation

Révolution (politique ou sociale) : renversement soudain de l'autorité par un mouvement populaire, sans respect des formes légales et avec une transformation profonde des institutions, de la société et de ses valeurs

Coup d'État : renversement et/ou prise du pouvoir de façon illégale et souvent brutale

La difficultés à nommer des acteurs de ce qui se passe depuis le 13 mai

CCAT : cellule de coordination des actions de terrain, émanation de l'Union calédonienne créée le 18 novembre 2023 pour porter la lutte contre le projet de dégel du corps électoral calédonien

Émeutiers : personnes qui participent à des émeutes ou qui encouragent à les commettre

Barragistes : néologisme, personnes qui sont présentes sur des barrages

Voisins vigilants : personnes d'une même rue, d'un même quartier qui s'associent dans le but de se protéger contre de potentielles menaces

Milice : organisation paramilitaire illégale, composée de volontaires ayant recours à la violence

Forces de l'ordre : ensemble des institutions et des personnes chargées de faire régner l'ordre public et de faire respecter la loi

Quelles causes ?

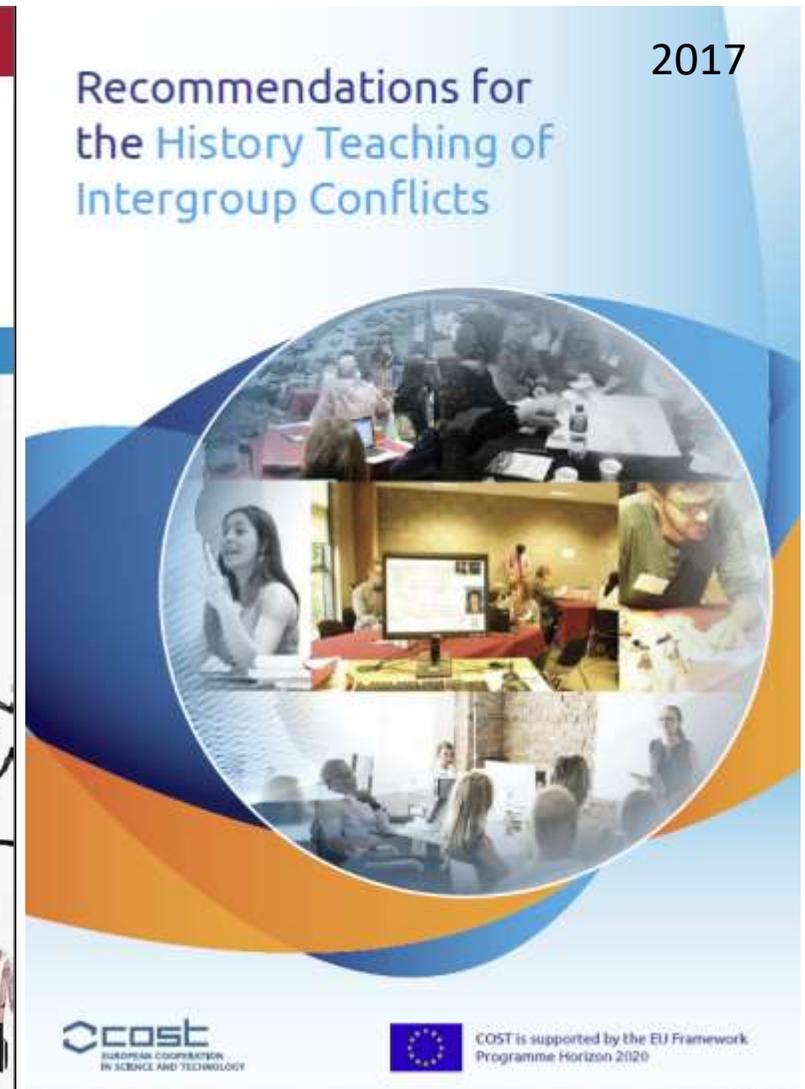
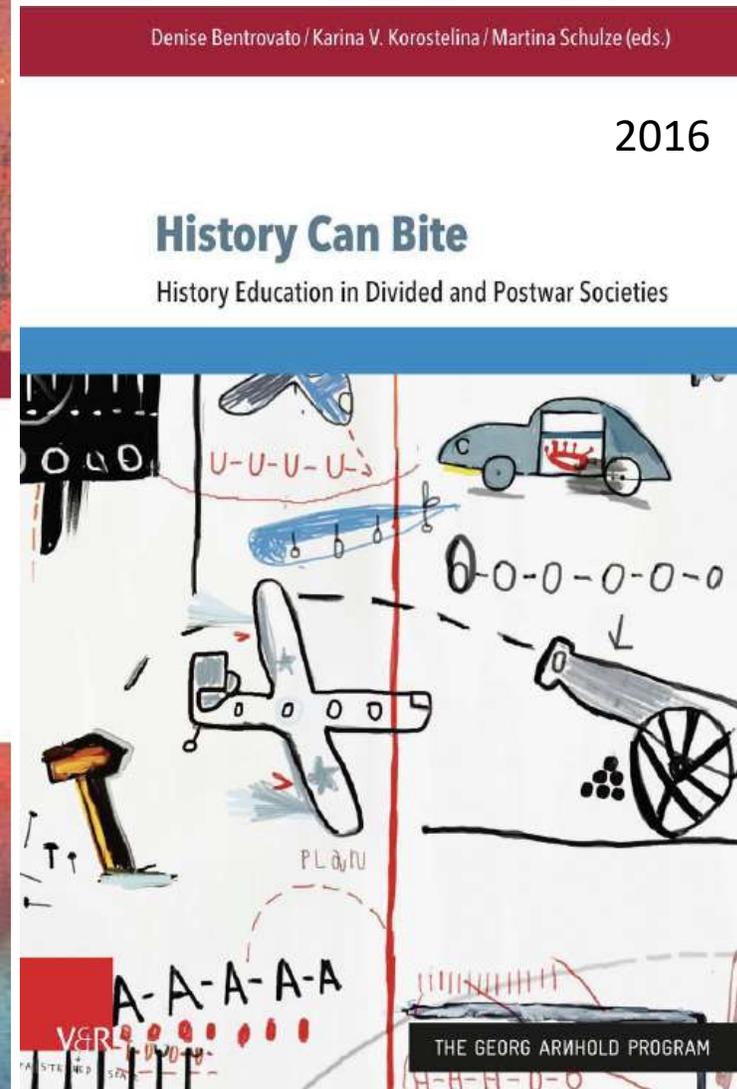
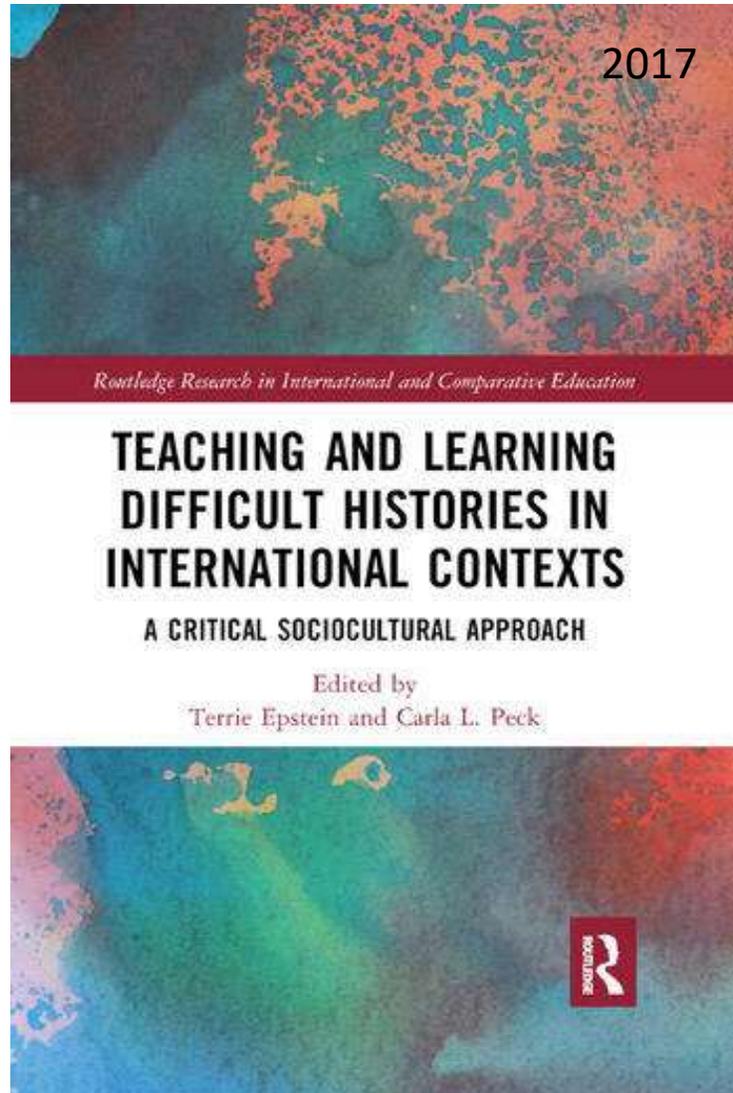
- « Les événements du 13/05 : est-ce une revendication politique ou un cri de misère sociale qui gronde depuis quelques années dans le Grand Nouméa ?

Des causes multiples... proches ou lointaines, directes ou indirectes, principales ou secondaires...

- 1- La persistance d'un « contentieux colonial » entre les indépendantistes et l'État
- 2- L'incapacité à sortir d'un clivage politique entre indépendantistes et non indépendantistes depuis les années 1970
- 3- Les ambiguïtés et les différences d'interprétation des accords de paix (Matignon) et de décolonisation (Nouméa)
- 4- Les consultations sur l'accession à la pleine souveraineté, et notamment la 3^e consultation de 2021 dont les résultats ne sont pas acceptés par la mouvance indépendantiste
- 5- L'incapacité, après la 3^e consultation, à mettre en œuvre les dispositions de l'accord de Nouméa : « Si la réponse est encore négative, les partenaires politiques se réuniront pour examiner la situation ainsi créée. »
- 6- La radicalisation progressive de certains discours politiques depuis la fin des années 2010, et surtout depuis 2021
- 7- Le projet de réforme constitutionnelle modifiant le corps électoral calédonien
- 8- La crise économique et financière dans laquelle s'est enfoncée progressivement la Nouvelle-Calédonie depuis la 2^e moitié des années 2010
- 9- Le maintien voire le creusement des inégalités sociales, qui recoupent les origines ethniques, malgré les politiques de rééquilibrage
- 10- La situation d'une partie de la jeunesse kanak, mais aussi océanienne, marginalisée, en perte de repères et sans perspective d'avenir
- 11- L'urbanisation galopante du Grand Nouméa, associée à des formes de ségrégation socio-spatiale

POUR ALLER PLUS LOIN...

Plusieurs travaux sur l'enseignement de l'histoire dans les sociétés post-conflit



10 recommandations du rapport *History teaching of intergroup conflicts*, 2017

- 1- Remettre en question les positions ancrées et non fondées, « détruire les mythes » et exposer les abus de l'histoire
- 2- Déconstruire les « romans nationaux » ou « mythes nationaux »
- 3- Reconnaître la complexité, initier des interprétations individuelles éclairées et encourager le débat
- 4- Sensibiliser les élèves à la manière dont leurs propres antécédents et allégeances peuvent influencer la façon dont ils interprètent le passé
- 5- Impliquer les élèves dans un dialogue constant entre les événements du passé et du présent
- 6- Engager les élèves dans une exploration explicite de la relation entre identité(s) nationale(s) et histoire
- 7- Aider les élèves à comprendre le passé récent et violent et à examiner de manière critique les expériences personnelles de ces événements
- 8- Engager les élèves dans une discussion critique sur les reportages des médias sur les événements politiques ou militaires d'actualité
- 9- Mettre l'accent non seulement sur le contenu de ce qui est enseigné, mais aussi sur les processus par lesquels les connaissances historiques sont organisées et communiquées
- 10- Situer la place de l'enseignement de l'histoire des conflits intergroupes dans un programme d'études connecté

FIN

Merci pour votre attention